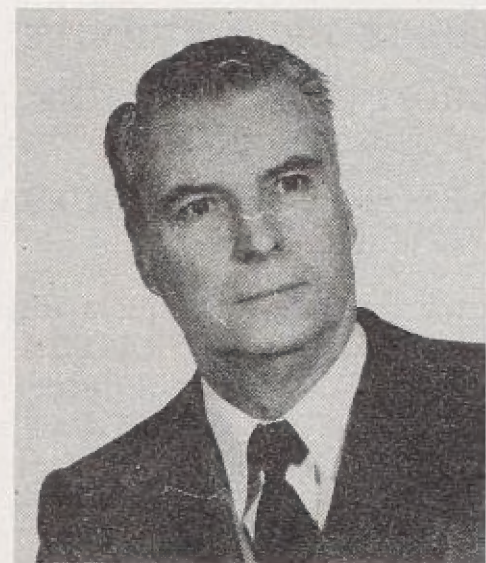


PARTI SOCIALISTE



R. DUROURE DÉPUTÉ
SORTANT

Landaises, Landais, nos Concitoyens,

Sollicitant votre confiance pour un second mandat, c'est la même politique, enrichie par cinq années d'approfondissement, que je vous propose avec Henri SCOGNAMI-GLIO, maire de MORCENX, mon suppléant.

Dans une situation économique et sociale gravement obérée, elle apparaît de plus en plus comme le seul recours.

UN AUTHENTIQUE PROJET DE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Depuis bientôt 6 ans, les propositions de la gauche sont le support du débat politique en France. Cohérentes et raisonnables, elles traduisent les aspirations des Français d'aujourd'hui. Ce qui ajoute à leur originalité et leur sérieux, c'est qu'elles ne sont pas de simples déclarations d'intentions, d'objectifs plus ou moins lointains dont les moyens restent à trouver, comme c'est le cas pour les partis de la Droite. Elles comportent bel et bien les mesures à prendre de progrès social, de développement économique, de garantie des libertés et notamment des libertés culturelles. Elles définissent les moyens de réduire considérablement l'injustice sociale, d'améliorer de façon très importante le sort des hommes qui en ont le plus besoin, de préparer **UN NOUVEAU MODELE DE CONSOMMATION**, d'engager un authentique projet de société nouvelle.

La Droite au pouvoir ne s'y est pas trompée. Elle a aussitôt compris que le Programme Commun était une machine de guerre efficace contre les privilèges abusifs et le pouvoir exorbitant du grand Capital qu'elle sert, contre l'injustice sociale que sa politique entretient et amplifie, contre son incapacité à assurer un revenu minimum décent à des millions de foyers d'actifs ou de retraités, contre le centralisme étatique étouffant qu'elle ne cesse d'aggraver, contre sa responsabilité dans les 14.000 faillites annuelles de petites et moyennes entreprises.

LA CONFIANCE D'UNE MAJORITÉ CROISSANTE DE FRANÇAIS

Depuis bientôt 6 ans, la Droite accumule ses critiques contre les propositions de la Gauche mais elle n'a toujours rien d'autre à proposer pour mettre la politique de la France à l'heure d'aujourd'hui.

Devant cette situation, et faisant des comparaisons, les travailleurs de toutes catégories socio-professionnelles ne s'y sont pas non plus trompés. Salariés et travailleurs indépendants — agriculteurs, artisans, commerçants — ouvriers et cadres supérieurs reconnaissent, de plus en plus nombreux, que le Programme Commun de la Gauche leur offre **UNE MEILLEURE CHANCE POUR DEMAIN** pour eux et pour le pays. C'est une majorité grandissante qui fonde sur lui ses espoirs.

Les aspects essentiels en sont les suivants :

STRUCTURE DU POUVOIR :

Mettre en œuvre un nouveau modèle de consommation, établir dans les rapports de production et dans la vie des

hommes un meilleur degré de justice et de signifié humaine n'est pas possible sans une réforme importante des structures du pouvoir.

Le grand capital, jusqu'ici, a toujours eu les moyens de contrôler les réformes sociales ou les projets économiques de la Gauche, soit en les empêchant, soit en les limitant, soit en en rognant les effets patiemment et obstinément. Tirant la logique des choses, les socialistes entendent réduire son pouvoir exorbitant afin qu'il ne fasse plus échec au pouvoir politique issu du suffrage universel. C'est une condition nécessaire pour que le programme social et économique de la Gauche puisse être exécuté.

LE PROGRAMME DE NATIONALISATIONS n'a pas d'autre objet.

Les socialistes entendent rendre le pouvoir aux citoyens c'est-à-dire les y associer. Loin d'en être affaibli, le Pouvoir en sera renforcé et la gestion des affaires du pays améliorée.

C'est l'objet de **LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE** élaborée à la base avec la participation des élus et des organisations socio-professionnelles, région par région, département par département, procédure qui permettra enfin une véritable politique d'aménagement du territoire et la réactivation des régions économiquement sous-développées comme les Landes.

C'est aussi l'objet **D'UNE DECENTRALISATION PROFONDE** supprimant les préfets, créant une Assemblée régionale élue au suffrage universel et remettant aux élus régionaux, départementaux et municipaux une large part du pouvoir en matière économique, sociale, culturelle et cadre de vie, ainsi qu'une part correspondante des ressources actuelles de l'Etat.

Ce sont des progrès considérables pour la **DEMOCRATIE POUR ASSURER LE PLEIN EMPLOI, SUPPRIMER LA MISERE, FAIRE RECULER LA PAUVRETE, REDUIRE TOUTES LES INJUSTICES :**

La situation que la Gauche trouvera est grevée d'un lourd contentieux social : chômage, pauvreté et trop souvent misère, qui requiert des mesures immédiates et massives. C'est la mission des socialistes, avec toute la Gauche de les assumer. Les principales sont les suivantes, **APPLICABLES DES AVRIL 1978.**

— **S.M.I.C.** à 2.400 F et relèvement dégressif des petits et moyens salaires.

— **MINIMUM VIEILLESSE** à 1.300 F pour tous, y compris les retraités de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat. Il sera ensuite porté par étapes progressives rapprochées à 80 % du S.M.I.C.

— **ALLOCATIONS AUX HANDICAPES** également portées à 1.300 F sans conditions de ressources.

— **ALLOCATIONS FAMILIALES** : 50 % d'augmentation en deux fois (avril et décembre).

— **ALLOCATION CHOMAGE** : 50 % d'augmentation en deux fois (avril et décembre).

— **ALLOCATION CHOMAGE** : portée au minimum de 50 % du S.M.I.C., soit 1.200 F. Si le chômeur est le seul salarié de la famille, 66 % du S.M.I.C., soit 1.600 F.

— **CONGE DE MATERNITE** : porté à 18 semaines.

— **DROIT A LA RETRAITE A 60 ANS** pour les hommes et 55 ans pour les femmes sans perte d'annuités.

— **RESORPTION DU CHOMAGE** en 3 ans au rythme de 500.000 emplois par an.

D'autre part, la législation nouvelle instituera la **REVERSION DES RETRAITES** au taux de 60 % et le droit pour tous au cumul intégral avec une pension personnelle, ainsi que l'**ALLOCATION AUX VEUVES ET DIVORCEES** avec aide à la formation professionnelle.

Toutes **LES RETRAITES** seront progressivement portées à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années, y compris pour les cadres qui, retraite des cadres comprise, ne perçoivent actuellement que 49 % de leur revenu d'activité.

Toutes les mesures touchant les retraites seront répercutées sur les retraites déjà liquidées.

Indiquons enfin que, concernant **L'INDEMNISATION DES RAPATRIES**, les socialistes proposent les seules solutions raisonnables et justes, définies dans une proposition de loi déjà déposée.

CONSOLIDER LE TISSU ECONOMIQUE DU PAYS :

UNE PROFONDE REFORME FISCALE comprenant des mesures et des actions efficaces contre la fraude fiscale (égale chaque année au total de l'impôt sur le revenu effectivement perçu par l'Etat) complètera le dispositif de lutte pour la réduction des injustices et des inégalités sociales.

LA RELANCE DE LA CONSOMMATION résultant des mesures sociales, un contrôle strict de l'évolution des prix pour en éviter les dérapages assureront la reprise de la machine économique.

LE SOUTIEN DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES est une préoccupation majeure des socialistes car ce sont elles qui constituent le tissu économique essentiel du pays. Une politique nouvelle d'aide de trésorerie pour surmonter les périodes difficiles sera moins onéreuse pour l'économie nationale que les 14.000 faillites annuelles qui sont actuellement enregistrées. Une politique active d'aide aux investissements assurera la nécessaire modernisation de l'appareil économique français, sa compétitivité, et contribuera à sa prospérité.

Les mêmes mesures bénéficieront au petit commerce et à l'artisanat.

UNE POLITIQUE AGRICOLE nouvelle sera engagée qui assure un revenu décent aux petits et moyens agriculteurs grâce à la création d'offices par produit, à l'image de l'Office du Blé ; qui améliore aussi la sécurité de l'emploi pour les fermiers, grâce à un nouveau Statut du fermage.

UNE POLITIQUE POUR LES LANDES

Je ne redirai pas ici l'action que j'ai menée pendant quatre ans pour la **RENAISSANCE DE LA GRANDE LANDE** et dont les premiers résultats sont diversement appréciés. Nul plus que moi n'en mesure l'insuffisance mais on ne critique jamais que ce qui existe. Poursuivre l'action engagée restera pour moi un combat essentiel. Ses chances de succès seront considérablement accrues par l'accession de la Gauche au pouvoir grâce à sa politique résolue d'aménagement du Territoire.

LE NECESSAIRE DEVELOPPEMENT DE MONT-DE-MARSAN lui-même dépend largement de la réactivation économique de son immense arrière-pays forestier et de la politique d'aménagement du territoire de la Gauche. Il y a place entre Bordeaux et Pau pour une ville plus importante que l'est notre Chef-lieu. Encore faut-il que soient réunies les conditions de son essor.

La même politique nationale facilitera l'**EXPANSION DU LITTORAL**, mais la décentralisation du pouvoir remettra aux Landais de Biscarrosse ou de Mimizan à la fois les moyens et surtout la maîtrise de leur avenir.

Quant à la **PAPETERIE DE ROQUEFORT**, trop de sottises sont dites à son sujet. Son sort ne dépend pas de la Cellulose du Pin mais de décisions prises au niveau le plus élevé de la maison-mère : Saint-Gobain - Pont à Mousson. La nationalisation de ce groupe multinational rendra au personnel la sécurité qu'ils ont perdue et au canton de Roquefort ses chances d'avenir.

Quant à l'**AVENIR DE MORCENX** et de **SA REGION**, dont les perspectives s'assombrissent à l'horizon 1983, on peut prévoir la catastrophe si la droite devait rester au pouvoir. Les socialistes, pour leur part, si la Gauche a la charge de la gestion du pays, organiseront à temps l'indispensable reconversion, conformément à une option essentielle du Programme Commun.

AMIES LANDAISES, AMIS LANDAIS, le Parti Socialiste avec toute la gauche vous propose un programme sérieux, cohérent, au financement étudié. C'est un programme de progrès social et de développement économique. Projet global de société, il vous apporte à vous qui appelez de vos vœux **une nouvelle façon de vivre**, les réponses que vous cherchez.

Pour changer la Vie avec le Parti SOCIALISTE

Votez Roger DUROURE & Henri SCOGNAMIGLIO